

Programme hydrologique international
55^e session du Bureau du PHI
(Paris, 20-22 juin 2017)

**RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES,
LES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES
ET LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES**

Point 6 de l'ordre du jour provisoire

Résumé

On trouvera dans le présent document un rapport de synthèse sur les activités menées en collaboration avec le système des Nations Unies et, à titre bilatéral, avec les institutions spécialisées et programmes de l'ONU et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, ainsi que sur les résultats de ces activités.

Le Bureau souhaitera peut-être :

6.1 prendre note du rapport relatif à la coopération avec le système des Nations Unies en ce qui concerne les questions relatives à l'eau douce et recommander au PHI de renforcer la coopération et les synergies dans les domaines d'intérêt commun et fournir des avis sur les priorités dont le Secrétariat du PHI devra assurer le suivi dans le cadre de la collaboration avec les organisations du système des Nations Unies ;

6.2 prendre note du rapport relatif à la coopération avec les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et recommander au PHI de renforcer la coopération et les synergies dans les domaines d'intérêt commun ;

6.3 examiner la contribution apportée par le PHI au Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau des Nations Unies (WWDR) 2017 et recommander des actions à mener pour renforcer davantage la coopération thématique avec le PHI et la famille de l'eau de l'UNESCO ;

6.4 prendre note du rapport relatif au rôle du PHI dans les grands événements et programmes internationaux et recommander au PHI ses priorités en termes de participation aux manifestations internationales et de contribution aux programmes internationaux.

Coopération avec le système des Nations Unies en matière d'eau douce (sous point 6.1 de l'ordre du jour)

ONU-Eau

1. ONU-Eau, mécanisme de coordination des institutions, organisations et programmes des Nations Unies chargés des questions relatives à l'eau, se compose actuellement de trente et un (31) représentants qui se réunissent deux fois par an. Le Président en exercice d'ONU-Eau est M. Guy Ryder, Directeur général de l'Organisation internationale du Travail (OIT), qui a pris ses fonctions en janvier 2016 et les exercera jusqu'en 2018, et le Vice-Président en exercice est M. Joakim Harlin (PNUD), qui restera en fonction jusqu'en janvier 2018. Mme Blanca Jiménez Cisneros, Secrétaire du Programme hydrologique international (PHI) et Directrice de la Division des sciences de l'eau, représente l'UNESCO au sein du groupe d'administrateurs hors classe responsables du programme d'ONU-Eau (SPM), et son suppléant est M. Stefan Uhlenbrook, Coordonnateur du Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau (WWAP). ONU-Eau dispose d'un groupe directeur conjoint, chargé de la mise en œuvre du programme de travail d'ONU-Eau, dont M. Giuseppe Arduino (Chef de la Section de l'écohydrologie, de la qualité de l'eau et de l'éducation relative à l'eau, SC/HYD/EQE) est membre jusqu'en août 2017.

2. L'UNESCO est une des huit institutions des Nations Unies (avec le PNUE, ONU-Habitat, l'OMS, la FAO, l'UNICEF, l'OMM et la CEE) qui ont mis en place en 2014 le « Suivi intégré des cibles ODD relatives à l'eau et à l'assainissement » (GEMI), sous l'égide d'ONU-Eau. L'objectif est d'établir un cadre de suivi cohérent et d'aider les États membres à réaliser les cibles de l'ODD 6. La principale activité de février à septembre 2017 consiste à créer un socle pour l'ensemble des indicateurs de l'ODD 6. De plus amples détails sont fournis dans le Document 10 de la 55^e session du Bureau.

3. Les activités d'ONU-Eau sont menées par le biais d'équipes spéciales créées pour une durée limitée et autour de domaines thématiques précis, qui tirent parti de la diversité d'expertise du système des Nations Unies et des partenaires d'ONU-Eau. Le PHI pilote les thématiques et les équipes spéciales suivantes, ou y participe :

(a) Domaines thématiques prioritaires :

- Eau et changement climatique (coordonné par l'OMM ; l'UNESCO y participe) ;
- Eaux transfrontières (coordonné par l'UNESCO et la CEE) ;
- Qualité de l'eau (coordonné par le PNUE ; l'UNESCO y participe).

(b) Équipes spéciales :

- Coordination au niveau des pays (coordonné par le PNUD ; l'UNESCO en est membre) ;
- Sécurité de l'eau (coordonné par l'ONU et l'UNESCO) ;
- Développement des capacités des services de distribution d'eau (coordonnée par ONU-Habitat ; l'UNESCO en est membre) ;
- Gestion des eaux usées (coordonné par le PNUE et ONU-Habitat ; l'UNESCO en est membre) ; et
- Rapport de synthèse – ODD 6 (10 institutions des Nations Unies en sont membres ; l'Équipe spéciale est coordonnée par le WWAP).

4. La 25^e session d'ONU-Eau s'est tenue à Stockholm (Suède) en août 2016. Voici les décisions adoptées qui intéressent le plus l'UNESCO :

- Les membres et partenaires d'ONU-Eau ont été encouragés à diffuser et promouvoir davantage le Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau (WWDR) 2016 et des publications annexes en collaboration avec l'UNESCO (WWAP), en ajoutant, par exemple, sur leur site Web, un lien permettant de les télécharger.
- Une Équipe spéciale a été créée pour la Journée mondiale de l'eau 2017, sur le thème « Eaux usées : une ressource inexploitée ». Cette équipe spéciale était coordonnée par le PNUE, ONU-Habitat, l'ONU et l'OMS et incluait l'UNESCO, la FAO, l'OIT et le PNUD.
- Le PNUE s'est ajouté au nombre des coordonnateurs de la campagne pour la Journée mondiale de l'eau 2018 sur le thème « La nature au service de l'eau », qui mettra l'accent sur les solutions naturelles, au côté de la CDB et de l'UNESCO.
- Il a été décidé que le Rapport de synthèse sur l'ODD 6 serait lancé en mai 2018 et servirait, pour cette année-là, de contribution d'ONU-Eau au Forum politique de haut niveau, lequel est appelé à réaliser une étude approfondie des progrès de l'ODD 6 parmi les autres ODD. Ce rapport de synthèse n'excèdera pas 100 pages. L'administrateur hors classe responsable du programme élargit le mandat de l'Équipe spéciale (coordonnée par le WWAP/UNESCO) sur l'établissement des rapports relatifs à l'eau et à l'assainissement dans le Programme 2030 pour inclure la production et la diffusion du Rapport de synthèse 2018 sur l'ODD 6. L'Équipe spéciale élaborera entre autres une table des matières annotée pour le Rapport de synthèse 2018, ainsi qu'un plan de travail détaillé indiquant les besoins en termes de ressources (ventilation budgétaire) à soumettre à la prochaine session d'ONU-Eau.

5. La 26^e session d'ONU-Eau a été accueillie par l'OMM à Genève, en février 2017. Les décisions qui intéressent le plus l'UNESCO sont les suivantes :

- Le SPM a noté que les fonctions proposées pour le Groupe d'experts sur le suivi et les rapports concernant l'ODD 6 relevaient *de facto* du GEMI, et donc les responsabilités qui lui sont confiées dans le programme de travail d'ONU-Eau pour 2016-2017 seront couvertes par le Comité directeur du GEMI. De plus, la Décision 10 adoptée à la 21^e session d'ONU-Eau a rappelé que le GEMI devait être aussi inclusif que possible. À la 27^e session d'ONU-Eau, les groupes d'experts seront invités à présenter toutes les informations pertinentes concernant leur travail afin d'éclairer davantage la prise de décision sur la structure interne d'ONU-Eau. L'administrateur hors classe responsable du programme est convenu de la structure interne suivante pour ONU-Eau (les coordonnateurs actuels figurent entre crochets) :

Groupes d'experts

- Eau potable, assainissement et hygiène (WASH) [UNICEF, OMS]
- Eaux transfrontières [CEE, UNESCO]
- Eau et changement climatique [OMM]
- Qualité de l'eau et eaux usées [PNUE]
- Pénurie d'eau [FAO]

Équipes spéciales

- Programme de développement durable à l'horizon 2030 [Vice-Président d'ONU-Eau]
- Planification et organisation de la Décennie [Secrétaire d'ONU-Eau, ONU]
- Coordination au niveau régional [CESAO, CESAP]

- Rapport de synthèse 2018 concernant l'ODD 6 [UNESCO, WWAP]
- Journée mondiale de l'eau et Journée mondiale des toilettes 2017 [PNUE, ONU-Habitat, UNU, OMS]
- Journée mondiale de l'eau 2018 [CDB, PNUE, UNESCO]

Projets/Initiatives

- Suivi intégré des cibles ODD relatives à l'eau et à l'assainissement (GEMI)
 - Initiative GLAAS (Évaluation annuelle de l'état de l'assainissement et de l'eau potable dans le monde) d'ONU-Eau
 - Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement (JMP), affiliées
- Les membres et partenaires d'ONU-Eau ont choisi pour thème de la Journée mondiale de l'eau 2019 « Ne laisser personne pour compte » (l'accent étant mis sur les personnes déplacées et les droits de l'homme) et « L'eau et le changement climatique » sera le thème de la Journée en 2020.

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

6. L'Initiative internationale du PHI sur la qualité de l'eau (IIWQ) travaille en étroite collaboration avec le PNUE sur les problématiques de qualité de l'eau et d'eaux usées afin de contribuer conjointement à améliorer la qualité de l'eau à l'échelle mondiale à l'appui de la réalisation du Programme 2030 et des ODD grâce à une meilleure coordination et à une plus grande synergie des soutiens apportés aux pays. Dans le cadre des études de cas techniques et stratégiques de l'IIWQ sur les nouveaux polluants, le PHI et le PNUE, en collaboration avec la Commission du bassin du lac Victoria, ont conjointement produit une étude de cas intitulée « Examen systématique des effets des nouveaux polluants sur la santé humaine et les moyens de subsistance des populations vivant dans le bassin du lac Victoria au Kenya ». Il est prévu que le rapport final de l'étude de cas soit publié dans la Série *Nouveaux polluants aquatiques* de l'IIWQ. Le PHI et le PNUE ont collaboré à une session sur la qualité de l'eau et les eaux usées lors de la 6^e Semaine africaine de l'eau à Dar es-Salaam, en 2016. Plus de 60 personnes ont participé à cette session (dont environ 30 % de femmes).

7. Le Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO à Abuja a organisé une réunion de spécialistes sur « La qualité de l'eau à l'ère des ODD » à Kaduna (Nigéria), en décembre 2016, en coopération avec le centre de catégorie 2 de l'UNESCO sur la gestion intégrée des bassins versants et le Système mondial de surveillance continue de l'environnement (GEMS)/Programme relatif à l'eau du PNUE. Plus de 50 personnes (35 % de femmes) de huit pays d'Afrique occidentale (Nigéria, Bénin, Togo, Ghana, Sierra Leone, Guinée, Côte d'Ivoire, Libéria) y ont participé.

8. Le PHI et le PNUE ont publié un rapport sommaire destiné aux responsables de l'élaboration des politiques sur la situation actuelle et les tendances futures de 199 aquifères transfrontières dans le monde et 42 systèmes d'eaux souterraines de petits États insulaires en développement (PEID)¹ : <http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002449/244912e.pdf>.

¹ Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Antilles néerlandaises, Aruba, Bahamas, Barbade, Cabo Verde, Comores, Commonwealth des Îles Mariannes du Nord, Îles Cook, Dominique, Fidji, Grenade, Guam, Jamaïque, Kiribati, Maldives, Îles Marshall, Maurice, États fédérés de Micronésie, Montserrat, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Nioué, Palaos, Polynésie française, Porto Rico, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Samoa américaines, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Îles Salomon, Saint-Kitts-et-Nevis, Timor-Leste, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tuvalu, Îles Vierges américaines, Îles Vierges britanniques, Vanuatu.

Fonds pour l'environnement mondial (FEM)

9. Le PHI s'intéresse au thème de la gouvernance des eaux souterraines et de la gestion collaborative des eaux de surface et des eaux souterraines dans le cadre du projet IW: LEARN. Ce projet sensibilise ses destinataires aux menaces et possibilités liées à la gestion des eaux souterraines et du sous-sol et à la nécessité d'intégrer cette ressource fondamentale et cette composante de l'environnement naturel dans la conception des stratégies et des projets.

Organisation météorologique mondiale (OMM)

10. Le PHI et l'OMM ont poursuivi leur collaboration sur la base de l'accord d'activité signé en 2013 (coopération à long terme entre l'OMM et l'UNESCO dans le domaine de l'hydrologie et des ressources en eau). Le PHI a participé à la 15^e session de la Commission d'hydrologie (CHy) de l'OMM à Rome, en décembre 2016, et à la réunion du Groupe de travail consultatif de la Commission à Genève, en février 2017. Au cours de ces réunions, le PHI a souligné la coopération de longue date avec l'OMM et la coopération qu'il serait possible de mettre en place en matière d'hydrologie et de ressources en eau, y compris, par exemple, en ce qui concerne les initiatives internationales du PHI sur la sécheresse, les inondations et la sédimentation (respectivement : IDI, IFI et ISI). Une réunion de liaison entre l'UNESCO et l'OMM a été organisée en mars, au cours de laquelle des activités conjointes concrètes ont été convenues, par exemple une proposition de projet conjoint portant sur les défis liés aux sécheresses et aux inondations auxquelles est confrontée la région de l'IGAD (Autorité intergouvernementale pour le développement), en partant des interventions en cours des deux organisations. Il a également été décidé que l'OMM et l'UNESCO étudieraient les synergies possibles, par le biais des organes directeurs du PHI et de la CHy, entre leurs sessions de formation et leurs initiatives relatives aux inondations (l'IFI et le Programme associé de gestion des crues) et aux sécheresses (l'IDI et le Programme intégré de gestion des situations de sécheresse). Une publication conjointe est en cours de finalisation sur les compétences des hydrologues et techniciens en hydrologie. L'OMM étudiera la possibilité de prendre part au programme de révision des directives hydrologiques pour la conception d'infrastructures hydrauliques en Afrique occidentale et centrale, que l'UNESCO prépare en partenariat avec l'Institut de recherche pour le développement (IRD, France).

11. Le PHI et l'OMM ont coorganisé une manifestation annexe sur le thème « Les services climatologiques pour une gestion durable des ressources en eau : Forum sur la science et les politiques du groupe de parties prenantes de la communauté scientifique et technique » lors du Forum politique de haut niveau pour le développement durable du Conseil économique et social (ECOSOC) de l'ONU à New York, en juillet 2016. Cette manifestation a réuni 25 spécialistes, responsables gouvernementaux et praticiens (dont 30 % de femmes) en vue de débattre des progrès et des défis de l'utilisation des données, et des progrès technologiques et scientifiques propices à la mise en œuvre et au suivi des ODD relatifs à l'eau. Une coopération avec le Système mondial intégré des systèmes d'observation de l'OMM (WIGOS) en Amérique latine et dans les Caraïbes est actuellement à l'étude.

12. Lors de la COP22, l'UNESCO a participé au groupe de haut niveau sur « Les services climatologiques au bénéfice de l'Afrique », organisé par l'Union européenne en partenariat avec le Cadre mondial pour les services climatologiques, sous l'égide de l'OMM. Le travail du PHI en matière de services hydroclimatiques a été présenté grâce à une affiche spécifique.

13. Dans le cadre de l'IFI, le PHI et l'OMM ont organisé l'atelier de planification de la mise en œuvre pour la région Asie-Pacifique, ainsi qu'une réunion consacrée à l'Initiative sur le cycle de l'eau en Asie du Système mondial des systèmes d'observation de la Terre (GEOSS) lors du 9^e Colloque du GEOSS dans la région Asie-Pacifique, en janvier 2017 à Tokyo (Japon). La manifestation a accueilli plus de 65 participants.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

14. Le PHI collabore avec la FAO en ce qui concerne des problématiques relatives à la qualité de l'eau et aux eaux usées. Il a contribué au débat du Groupe de spécialistes de la FAO sur le thème « Comment les eaux usées peuvent contribuer à la sécurité alimentaire » lors du Forum mondial sur l'alimentation et l'agriculture 2017, organisé sur le thème « L'agriculture et l'eau – La clé pour nourrir le monde entier » à Berlin en janvier 2017, et a fait part de l'action et de l'approche de l'UNESCO en ce qui concerne la réutilisation sûre des eaux usées.

15. Le PHI a également contribué au Chapitre 7 « Agriculture » du WWDR 2017, dirigé par la FAO avec des contributions de l'UNU-INWEH, de l'OIT, de l'AIH et de l'OMS.

16. Le PHI et la FAO agissent de concert pour promouvoir et diffuser les principes et directives du Cadre d'action établi par le Projet sur la gouvernance des eaux souterraines.

Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE) et Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)

17. Le Bureau de l'UNESCO à Montevideo, en collaboration avec la CEPALC et la CEE, a organisé un atelier de formation sur les principes généraux de la coopération relative aux eaux transfrontières, à Campeche (Mexique), en octobre 2016. Cet atelier ciblait les directeurs d'institutions relatives à l'eau d'Amérique latine et a formé 25 participants de plus de 11 pays de la région.

18. Le PHI et la CEE ont été désignés, par la Commission de statistique de l'ONU, organismes responsables de l'indicateur ODD 6.5.2, relatif à la coopération transfrontière, à compter de 2017, et ont lancé le processus d'établissement de rapport sur cet indicateur en octobre 2016 <http://ihp-wins.unesco.org/documents/326> (modèle de rapport / notes explicatives).

19. L'UNESCO et la CEE ont poursuivi leur coopération fructueuse en ce qui concerne les ressources en eaux souterraines transfrontières et le droit international de l'eau. À la demande de la CEE, l'UNESCO a contribué, par une expertise technique, à la « Formation régionale sur l'hydrodiplomatie et les compétences en matière de négociation pour les négociateurs du Protocole de l'IGAD relatif aux ressources en eau », organisée en février 2017 à Addis-Abeba (Éthiopie). Cet atelier de formation était organisé dans le cadre du Projet de « Renforcement de la gouvernance et de la coopération en matière d'eaux transfrontières dans la région de l'IGAD », lancé fin 2016 par la CEE et les partenaires.

Université des Nations Unies (UNU)

20. Les bureaux de l'UNESCO à Doha et Addis-Abeba, dans le cadre du PHI, ont publié conjointement avec l'UNU l'ouvrage « Les liens entre l'eau, l'énergie et la sécurité alimentaire dans la région des États arabes » (Springer Nature, Inde).

Institut de l'UNU pour l'eau, l'environnement et la santé (UNU-INWEH)

21. L'UNU-INWEH a contribué aux chapitres du WWDR 2017 dirigés par le PHI, en particulier le Chapitre 16 intitulé « Réutilisation de l'eau et récupération de la ressource » (avec des contributions de l'Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI), de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) et du Ministère japonais de l'aménagement du territoire, du transport et du tourisme), et le Chapitre 17 intitulé « Savoir, innovation, recherche et renforcement des capacités » (dirigé en collaboration avec l'UNESCO-IHE, avec des contributions de l'IWMI, de l'OCDE et du Ministère japonais de l'aménagement du territoire).

Programmes conjoints des Nations Unies

22. Dans le cadre du Programme conjoint des Nations Unies concernant la région de Kyzylorda (région touchée par le désastre de la mer d'Aral), le Bureau de l'UNESCO à Almaty, en coopération avec le PNUD au Kazakhstan, renforce les capacités des gestionnaires de l'eau en organisant des formations à la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE).

23. En novembre 2016, le Bureau de l'UNESCO à Almaty, avec l'appui du PHI et conjointement avec le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, a organisé le Séminaire international intitulé « Les effets de la fonte des glaciers sur les ressources en eau d'Asie centrale dans le contexte du changement climatique », à Bichkek (Kirghizistan). Ce séminaire a réuni des représentants d'institutions gouvernementales et scientifiques compétentes de cinq pays d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan) et d'Afghanistan, des donateurs, des partenaires et des spécialistes, et a été l'occasion de discuter des projets et initiatives en cours et prévus dans le domaine de la recherche sur les glaciers et du changement climatique, en vue d'améliorer la coordination des activités entre toutes les parties prenantes de la région. L'atelier a accueilli 58 participants (14 femmes, 44 hommes), originaires des pays participants et des États-Unis (donateur), ainsi que des spécialistes de Suisse et de Russie.

Actions attendues du Bureau :

Le Bureau souhaitera peut-être prendre note du rapport relatif à la coopération avec le système des Nations unies en ce qui concerne les problématiques relatives à l'eau douce, fournir des avis sur les priorités dont le Secrétariat du PHI devrait assurer le suivi en ce qui concerne la collaboration avec les organisations du système et recommander au PHI de renforcer la coopération et les synergies dans les domaines d'intérêt commun.

Coopération avec les organisations intergouvernementales et non gouvernementales (sous point 6.2 de l'ordre du jour)

Union africaine

24. L'UNESCO et la Commission de l'Union africaine ont lancé une initiative panafricaine conjointe intitulée « Académies vertes de l'UNESCO », qui visent à gérer les eaux de pluie, les eaux grises et les eaux noires, et à faire participer les jeunes. La première Académie verte de l'UNESCO a été inaugurée au sein de la réserve de biosphère du lac Tana, et d'autres sont prévues. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), le PNUE, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et d'autres institutions des Nations Unies sont invitées à appuyer cette initiative.

Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)

25. L'AIEA est le principal partenaire du PHI pour la phase préparatoire, menée en 2017, d'un projet de quatre ans financé par le FEM et le PNUD visant à promouvoir une gestion rationnelle et équitable du système aquifère de grès nubien (Égypte, Libye, Soudan et Tchad).

Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)

26. En novembre 2016, le PHI et l'Institut de gestion des eaux souterraines de la SADC ont organisé un atelier conjoint à Johannesburg (Afrique du Sud), pour mieux faire connaître la législation internationale relative à l'eau et la coopération dans le domaine des eaux transfrontalières. Cet atelier a rassemblé 80 personnes venues de 12 pays de la SADC (Angola, Afrique du Sud, Botswana, Namibie, République démocratique du Congo, Lesotho, Madagascar,

Malawi, Mozambique, Swaziland, République-Unie de Tanzanie, Zambie et Zimbabwe), dont 35 % de femmes.

27. En collaboration avec l'Université de Princeton, l'Université de Southampton et le réseau régional WaterNet de la SADC, le PHI a organisé, en novembre 2016, un atelier à Harare (Zimbabwe) sur le transfert de technologies et la formation dans le domaine de la surveillance de la sécheresse en Afrique. Le système de suivi des sécheresses et des inondations en Afrique a été implanté avec succès dans la région et 35 experts des services météorologiques et hydrologiques des pays de la SADC (dont 25 % de femmes) y ont été formés.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

28. La collaboration avec l'OCDE s'est poursuivie au travers d'activités conjointes menées au sein de l'Initiative internationale du PHI sur la qualité de l'eau (IIWQ). Le PHI a collaboré avec l'OCDE sur deux manifestations techniques intitulées « Lutter contre les nouveaux polluants pour réaliser l'ODD » et « Changement climatique et qualité de l'eau », organisées dans le cadre de la Semaine mondiale de l'eau célébrée à Stockholm en août 2016. Ces manifestations ont attiré respectivement 60 (dont 32 femmes) et 110 (dont 57 femmes) participants.

Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI)

29. Comme indiqué au paragraphe 21 ci-dessus, l'IWMI a contribué aux chapitres 16 et 17 du Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau (WWDR 2017), intitulés respectivement « Réutilisation de l'eau et récupération des ressources » et « Connaissances, innovation, recherche et renforcement des capacités ».

Association internationale des hydrogéologues (AIH)

30. Le PHI a continué de collaborer avec l'AIH sur des activités portant sur les eaux souterraines, telles que l'élaboration d'une carte mondiale des aquifères karstiques, dans le cadre du Programme mondial d'évaluation et de cartographie hydrogéologiques (WHYMAP).

31. Le PHI a participé activement au 44^e Congrès de l'AIH, qui s'est tenu à Montpellier (France) en septembre 2016. Il y a présenté les principaux résultats de différents projets et organisé des ateliers sur les eaux souterraines et le changement climatique ainsi que sur la gestion conjugulée des ressources en eau (32 participants, dont 11 femmes et 21 hommes). Il a également permis à huit jeunes – quatre hommes et quatre femmes – issus de pays n'appartenant pas à l'UE de participer au Congrès.

Association internationale des sciences hydrologiques (AISH)

32. Depuis son lancement, l'AISH reste un partenaire scientifique important du PHI. À l'occasion de la 22^e session du Conseil intergouvernemental du PHI (qui se tenait à Paris, France, en juin 2016), le PHI et l'AISH ont coorganisé le 12^e Colloque Kovacs sur « La mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) relatifs à l'eau : savoirs, données, indicateurs, outils et innovations », qui a attiré plus de 160 participants (dont plus de 54 femmes). Les actes du colloque sont en cours de préparation.

Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)

33. L'UICN était le partenaire local de l'UNESCO pour la mise en œuvre de la première année de la phase 2 du Projet « Gouvernance des ressources en eaux souterraines dans les aquifères transfrontaliers » (GGRETA) concernant l'aquifère Ocotepeque-Citalá, partagé entre El Salvador et le Honduras. L'UICN a mis en œuvre et organisé des activités, telles que des formations et des

réunions de sensibilisation. Le projet contribue à améliorer la gouvernance de l'aquifère transfrontalier.

Réseau international des organismes de bassin (RIOB)

34. Dans le cadre du suivi du 7^e Forum mondial de l'eau, le PHI et le RIOB travaillent ensemble à la production de rapports sur les activités en matière de coopération pour réduire les conflits et améliorer la gestion transfrontalière de l'eau ; http://ams.worldwaterforum7.org/progress.asp?s_theme_cd=010140.

Autres partenariats

35. Créée en 2011 pour servir de forum régional, la Conférence ibéro-américaine des directeurs de l'eau (CODIA) compte 22 membres représentés par les principales institutions nationales en charge de la gestion de l'eau, qui pour beaucoup correspondent aux Comités nationaux du PHI (CONAPHI) en Amérique latine. La CODIA vise à favoriser la coopération régionale et à fournir un appui technique dans le domaine des questions liées à l'eau. Dans ce cadre, un memorandum d'accord sur la coopération formelle avec la CODIA a été rédigé. Le PHI et la CODIA collaborent au renforcement des capacités régionales en Amérique latine et dans les Caraïbes par le biais d'activités de formation et du développement de produits du savoir, avec le soutien de l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) et, entre autres, des gouvernements espagnols et brésiliens.

36. Le Bureau de l'UNESCO à Almaty œuvre, avec le Centre de financement public « Coopération en faveur du développement durable » (Centre CSD, Almaty, Kazakhstan), à la promotion de l'éducation relative à l'eau en Asie centrale, et notamment à la création de modules universitaires. En 2016, l'adaptation (en russe) de supports pédagogiques relatifs à la Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) à l'intention d'universités kirghizes a été finalisée et présentée à Bichkek. Des professeurs d'université ont ensuite bénéficié d'une formation spéciale à la GIRE. Le module du cours de gestion des risques climatiques, qui a été intégré avec succès – sous forme de cours optionnel – aux programmes de l'Université d'État de Kyzylorda (région de la mer d'Aral) à partir de l'année universitaire 2016-2017, a été préparé, et une formation de trois jours destinée aux professeurs d'université a été mise en place (<http://en.unesco.kz/the-first-in-kazakhstan-university-course-on-climate-risks-management-was-presented-in>). La formation a attiré 48 participants (30 femmes et 18 hommes).

37. Plusieurs réunions d'experts portant sur les normes en matière d'éducation relative à l'eau en vigueur au Kazakhstan ont été organisées, en coopération avec le Fonds international pour le sauvetage de la mer d'Aral (IFAS) et le Centre régional environnemental d'Asie centrale (CAREC, Almaty, Kazakhstan), ainsi qu'avec l'appui du Bureau de l'UNESCO à Almaty. Quatre réunions d'experts et une réunion destinée à présenter les recommandations au Ministère de l'éducation et de la science se sont tenues à : (1) Almaty, en avril 2016 ; (2) Taraz, en juin 2016 (17 participants, dont 7 femmes et 10 hommes) ; (3) Almaty, en octobre 2016 (21 participants, dont 7 femmes et 14 hommes) ; (4) Almaty, en décembre 2016 (22 participants, dont 8 femmes et 16 hommes) ; (5) Astana, en mars 2017 (35 participants, dont 7 femmes et 28 hommes). Ces réunions ont permis d'élaborer des recommandations en vue de l'amélioration de l'éducation relative à l'eau, qui ont été présentées au Ministère de l'éducation et de la science de la République du Kazakhstan. Le document final présentant ces recommandations est en cours d'achèvement. Il sera rendu par le Conseil exécutif de l'IFAS au Kazakhstan, en sa qualité d'organisme d'exécution du projet, au nom du Conseil exécutif de l'IFAS, du Bureau du programme de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à Astana, du Bureau de l'UNESCO à Almaty et du Centre régional environnemental d'Asie centrale (CAREC).

Actions attendues du Bureau :

Le Bureau souhaitera peut-être prendre note du rapport sur la coopération avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales, et recommander au PHI de développer davantage la coopération et les synergies dans les domaines d'intérêt commun.

Contribution du PHI au Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau des Nations Unies (point 6.3 de l'ordre du jour)

38. Le PHI participe activement à l'élaboration des rapports mondiaux sur la mise en valeur des ressources en eau et fournit des contributions sur un grand nombre de sujets au travers de ses programmes, de son réseau d'experts, et des centres de catégorie 2 et Chaires de l'UNESCO relatifs à l'eau. Le PHI aide également le Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau (WWAP) à organiser des manifestations visant à diffuser les résultats de ce dernier et à promouvoir ses produits.

Contribution du PHI à l'édition 2017 du Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau (WWDR 2017) : « Les eaux usées »

39. L'édition 2017 du Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau avait pour thème : « Les eaux usées : une ressource inexploitée ».

40. En tant qu'organisation chef de file, co-chef de file et participante, le PHI – à travers son Initiative internationale sur la qualité de l'eau – a grandement contribué à la rédaction de cinq chapitres du WWDR 2017 (les Chapitres 4, 7, 16, 17 et 18 ; http://publishing.unesco.org/details.aspx?Code_Livre=5177). Le PHI a dirigé et coordonné la préparation du Chapitre 16, intitulé « Réutilisation de l'eau et récupération des ressources » et a codirigé, avec l'Institut UNESCO-IHE pour l'éducation relative à l'eau, celle du Chapitre 17 « Connaissances, innovation, recherche et renforcement des capacités ». Il a également contribué au Chapitre 4 « Aspects techniques des eaux usées », au Chapitre 7 « Agriculture » (sous la direction de la FAO) et au Chapitre 18 « Créer un environnement favorable » (sous la direction du WWAP). En outre, le Centre sur la législation, les politiques et les sciences relatives à l'eau de l'Université de Dundee a participé à l'élaboration du Chapitre 3 « Gouvernance » et du Chapitre 18 « Créer un environnement favorable ».

41. Le Bureau de l'UNESCO à Abuja (Nigéria) a coordonné la préparation du chapitre régional consacré à l'Afrique. Le Bureau de l'UNESCO à Montevideo a fourni des contributions à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) dans le cadre de la rédaction du chapitre régional consacré à l'Amérique latine et aux Caraïbes. Le Bureau de l'UNESCO à Jakarta a fourni des contributions à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) en vue de l'élaboration des contenus du chapitre consacré à la région Asie-Pacifique. Avec le soutien financier du Bureau de l'UNESCO à Brasilia, le Bureau de l'UNESCO à Montevideo a traduit le WWDR 2017 en espagnol et l'a publié sous format électronique. Les Bureaux de l'UNESCO à Almaty, au Caire et à New Delhi ont respectivement assuré la traduction du résumé des rapports de 2016 et de 2017 en russe (<http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002475/247552r.pdf>), en arabe (<http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002475/247552a.pdf>) et en hindi (<http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002475/247552hin.pdf>). La Commission allemande pour l'UNESCO a permis la traduction allemande du résumé du WWDR 2017 (<http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002475/247552ger.pdf>).

42. Le lancement mondial du WWDR 2017 a eu lieu le 22 mars 2017, à l'occasion de la manifestation ONU-Eau intitulée « Les eaux usées : une ressource inexploitée », organisée à Durban par le Département sud-africain de l'eau et de l'assainissement. Dans ce cadre, l'Initiative internationale sur la qualité de l'eau du PHI a organisé une manifestation intitulée « Réutilisation de

l'eau et récupération des ressources : meilleures pratiques, innovations et renforcement des capacités ».

43. À l'occasion de la Journée mondiale de l'eau en 2017 et des lancements régionaux et nationaux du WWDR 2017, différentes manifestations ont été organisées sur le thème des « eaux usées » par le WWAP, les hydrologues régionaux et les Bureaux régionaux et hors Siège de l'UNESCO à Abuja, Addis-Abeba, Almaty, Bangkok, Beijing, Bichkek, Brasilia, Bruxelles, Douchanbé, Le Caire, Montevideo, New Delhi, New York, Quito, San José et Tachkent. De même, de nombreuses Commissions nationales du PHI (parmi lesquelles celles de la Barbade, du Belize, du Maroc, du Nigéria, de la Norvège et du Kenya) ont répondu à l'appel du WWAP pour présenter l'édition 2017 du Rapport mondial et le travail du réseau hydrologique à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau. Le PHI a également porté les messages clés du WWDR 2017 lors de manifestations organisées en mars et en avril 2017 en Argentine, au Brésil, à Cuba et au Mexique.

Contribution du PHI à l'élaboration du contenu du Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau 2018 (WWDR 2018) : solutions fondées sur la nature

44. Le WWDR 2018 a pour thème « Solutions fondées sur la nature dans le domaine de l'eau. Le PHI joue un rôle actif dans l'élaboration du contenu de ce document : il codirige aux côtés du PNUE le Chapitre 3 « Solutions fondées sur la nature pour gérer la qualité de l'eau » et coordonne les contributions qui y sont apportées par la FAO, l'AISH, l'OIT, la Convention de Ramsar, l'IHE, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI), le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD), l'IWMI, TNC, le Partenariat des femmes pour l'eau (WfWP) et le Fonds mondial pour la nature (WWF). Le PHI contribue également au Chapitre 1 « Solutions fondées sur la nature : définition et concept » (dirigé par le WWAP), au Chapitre 4 « Solutions fondées sur la nature pour gérer les risques, la variabilité et les changements liés à l'eau (dirigé par l'UNU) et au Chapitre 5 « Expériences régionales de mise en œuvre » (dirigé par le WWAP).

Action attendue du Bureau :

Le Bureau souhaitera peut-être passer en revue la contribution apportée par le PHI à l'édition 2018 du Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau des Nations Unies et recommander des moyens de resserrer davantage la coopération thématique avec le PHI et la famille de l'eau de l'UNESCO.

Rôle du PHI dans les grands événements et programmes internationaux (sous point 6.4 de l'ordre du jour)

45. Le PHI participe activement aux événements et programmes internationaux afin de mettre son savoir-faire à contribution pour la mise en œuvre des programmes mondiaux et de sensibiliser aux activités de l'Organisation dans le domaine de l'eau. Le PHI aide les États membres à réaliser l'ODD 6, visant à « garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau », et les autres cibles relatives à l'eau, l'Accord de Paris sur les changements climatiques et le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe.

6^e Semaine africaine de l'eau, Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie), juillet 2016

46. Le PHI a participé à la 6^e Semaine africaine de l'eau, qui avait pour thème « Réalisation des ODD à travers la sécurité de l'eau et l'assainissement », mise sur pied par le Conseil des ministres africains chargés de l'eau (AMCOW) en liaison avec la Commission de l'Union africaine (CUA) et organisée avec d'autres partenaires de développement. Cette manifestation a rassemblé plus de

1 000 participants originaires du monde entier, et en particulier d'Afrique, issus de gouvernements, d'institutions régionales, d'organisations internationales, du secteur privé, de la communauté scientifique, de la société civile et des médias.

47. Le PHI a organisé et coorganisé 11 sessions techniques et activités en marge, notamment en codirigeant l'organisation du sous-thème 3 « Renforcer la gestion productive des eaux usées et améliorer la qualité de l'eau ». Il a également participé au sous-thème 2 « Assurer la sécurité de l'eau et la résilience climatique ».

48. Lors des sessions, le PHI a présenté ses travaux et abordé plusieurs sujets, notamment les systèmes d'alerte rapide aux phénomènes hydrologiques extrêmes et les services climatologiques, la coopération transfrontière relative à l'eau, la gouvernance des eaux souterraines, la qualité de l'eau et la gestion des eaux usées, l'écohydrologie, les emplois dans le secteur de l'eau ainsi que le rôle des jeunes professionnels de l'hydrologie. Une activité en marge était également consacrée au famille de l'eau de l'UNESCO et à ses activités en Afrique. Plus de 308 personnes ont participé aux sessions (dont 30 % de femmes).

Symposium de haut niveau sur l'ODD 6 et ses cibles « Veiller à ce que personne ne soit laissé de côté dans l'accès à l'eau et à l'assainissement », Douchanbé (Tadjikistan), août 2016

49. Le Symposium a servi de tribune à des responsables gouvernementaux, des décideurs et des experts du domaine de l'eau, des entreprises et des représentants de la société civile pour aborder la mise en œuvre de l'ODD 6 et des cibles correspondantes. Lors de cette manifestation, le PHI a coorganisé avec le Gouvernement tadjik une session thématique intitulée « Mécanismes de coopération novateurs dans le domaine de l'eau au service du développement durable ». Celle-ci a rassemblé 220 participants (51 femmes et 169 hommes) et donné l'occasion de partager les meilleures pratiques et de discuter des innovations à ce sujet grâce à la présentation d'études de cas et à un débat de haut niveau.

Semaine mondiale de l'eau, Stockholm (Suède), août-septembre 2016

50. Le PHI a dirigé et coorganisé 11 séminaires thématiques lors de la Semaine mondiale de l'eau « L'eau pour une croissance durable ». Plus de 3 200 personnes originaires de plus de 130 pays y ont pris part. Lors de ces séminaires, le PHI a abordé des questions cruciales liées à la sécurité de l'eau et mis en exergue les changements climatiques mondiaux, l'adaptation aux menaces liées et aux phénomènes hydrologiques extrêmes, l'amélioration de la qualité de l'eau et la gestion partagée des eaux souterraines transfrontières. Le séminaire d'une journée et les trois ateliers articulés autour du thème « **Sécurité de l'eau dans un monde en mutation : faire face aux menaces** » ont réuni plus de 150 participants, dont 40 % de femmes. Lors de la séance de travail sur le programme relatif à l'eau et au climat, consacrée à la jonction entre la COP21 et la COP22, il a été fait référence à l'Alliance des mégapoles pour l'eau et le climat créée par le PHI.

51. La manifestation de l'IIWQ ayant pour thème « Changement climatique et qualité de l'eau : jeter des passerelles » a servi de plate-forme de dialogue scientifique et politique sur la façon dont le changement climatique altère la qualité de l'eau à l'échelle mondiale. Elle a également permis de diffuser des éléments attestant des effets du changement climatique sur la qualité des ressources en eau. Plus de 110 personnes, dont 5 expertes ou oratrices et 57 participantes, ont assisté à cet événement.

52. Le PHI a communiqué les faits saillants et les principaux résultats de son projet phare sur les nouveaux polluants à l'occasion de la manifestation de l'IIWQ intitulée « Lutter contre les nouveaux polluants pour atteindre les ODD ». Cet événement a permis de présenter les conclusions de six des 16 études de cas de l'IIWQ sur les nouveaux polluants (3 mondiales, 2 régionales et 11 nationales) qui portent sur 20 pays (Australie, Brésil, Canada, Chine, Éthiopie, Inde, Kenya,

Koweït, Mexique, Mongolie, Nigéria, Norvège, Rwanda, Sainte-Lucie, Thaïlande, Tunisie, Ukraine et Viet Nam). Cette rencontre a rassemblé plus de 60 personnes, dont 4 expertes ou oratrices et 32 participantes.

Vingt-deuxième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) (COP22), Marrakech (Maroc), novembre 2016

53. Lors de la COP22, le PHI a organisé de nombreuses manifestations et y a participé, que ce soit dans la Zone bleue (Nations Unies et gouvernements) ou dans la Zone verte (société civile), y compris au pavillon de l'UNESCO. Ces rencontres ont réuni scientifiques, ministres, acteurs des secteurs public et privé, élus et représentants d'ONG et d'institutions internationales, de chaires UNESCO et de centres de catégorie 2. Une journée entière (9 novembre 2016) a été consacrée à l'eau et au changement climatique pendant la COP22. Lors des sessions, l'accent a été particulièrement mis sur la gestion de l'eau dans les mégapoles, le genre et l'eau, les phénomènes hydrologiques extrêmes, les services hydroclimatiques, la qualité de l'eau et le manque d'eau.

54. Le 9 novembre 2016, au sein de la Zone bleue, le PHI a coorganisé un événement de haut niveau dans le cadre de l'Agenda mondial d'action climatique (GCAA). Cette manifestation a rassemblé des représentants gouvernementaux et des acteurs non étatiques afin d'évaluer les progrès réalisés depuis la COP 21 par les quatre Alliances créées, à savoir l'Alliance des entreprises pour l'eau et le changement climatique, l'Alliance des mégapoles pour l'eau et le climat, le Réseau international des organismes de bassin (RIOB) et l'Alliance mondiale pour le dessalement propre de l'eau, afin de renforcer la coopération pour faire face aux problématiques liées à l'eau et au climat. Ces deux rencontres ont rassemblé plus de 400 participants (dont 25 % de femmes).

55. Dans la Zone bleue, le PHI a coorganisé un débat technique sur les répercussions du changement climatique dans la région arabe et les initiatives d'adaptation et d'atténuation. Il a également présenté ses activités sur l'intégration du changement climatique dans les stratégies de gestion des ressources en eau et les plans d'action dans les États arabes.

56. Les travaux du PHI sur les services hydroclimatiques ont été présentés grâce à une affiche dédiée lors d'un débat de haut niveau sur les services climatologiques pour l'Afrique, organisé dans la Zone bleue par l'Union européenne, en partenariat avec le Cadre mondial pour les services climatologiques, et animé par l'OMM.

57. Pour faire progresser l'utilisation des nouvelles technologies en faveur de l'engagement des parties prenantes pour faire face aux impacts du changement climatique sur les ressources en eau, l'application mobile iRain (site Internet : <http://irain.eng.uci.edu/>) a été lancée au pavillon de l'UNESCO dans le cadre du G-WADI, conjointement avec le Centre d'hydrométéorologie et de télédétection (CHRS) de l'Université de Californie à Irvine. Cet outil, élaboré par le CHRS, dispose d'une interface intuitive et permet, grâce aux données satellitaires, de surveiller les précipitations en temps quasi-réel et à l'échelle planétaire. L'application iRain favorise l'implication des parties prenantes dans le recueil et la validation des données et valorise les sciences citoyennes.

58. Dans la Zone verte, le PHI a organisé 16 manifestations qui ont attiré plus de 400 scientifiques, ministres, acteurs des secteurs public et privé, élus et représentants d'ONG et d'institutions internationales. Des informations détaillées et le programme sont disponibles en ligne à l'adresse suivante : <https://fr.unesco.org/COP22/journee-eau-climat>.

Contribution du PHI au Consortium international sur les glissements de terrain (ICL)

59. L'ICL, institué en 2002, est une organisation scientifique internationale non gouvernementale et à but non lucratif, qui constitue un Réseau UNITWIN/UNESCO (<http://icl.iplhq.org/category/home-icl/>). L'ICL a créé son Programme international sur les glissements de terrain (IPL) en vertu du Plan

d'action de Tokyo de 2006. Le PHI, tout comme MAB et DRR, est membre du Conseil des représentants de l'ICL. Les travaux du PHI au sein du Consortium ont permis de créer, en 2016, deux chaires UNESCO dans le domaine de l'eau : l'une en Slovénie (<https://www.unesco-floods.eu/>) et l'autre en Italie (<http://unesco-geohazards.unifi.it/>), consacrées respectivement aux inondations et aux risques géohydrologiques. La réunion du Conseil de l'ICL-IPL et la conférence à ce sujet, organisées en novembre 2016 au Siège de l'UNESCO à Paris, ont étudié en détail la façon dont les résultats des projets de l'ICL-IPL peuvent être alignés sur les ODD 6 et 11 et contribuer à leur réalisation.

Sommet de l'eau de Budapest (Hongrie), novembre 2016

60. L'édition 2016 du Sommet de l'eau de Budapest, une conférence de grande envergure organisée par le Gouvernement hongrois en coopération avec le Conseil mondial de l'eau (CME), cherchait à discuter du rôle de l'eau comme source de coopération, de paix et de développement, plutôt que d'aborder les conflits et les risques mondiaux. Le PHI a pris part à plusieurs sessions et apporté une contribution importante aux rencontres traitant de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE), de la diplomatie de l'eau et du genre, ainsi que de questions transversales. L'accent a été particulièrement mis sur le rôle essentiel de la gestion et l'utilisation des eaux usées.

Contribution du PHI à la préparation du 8^e Forum mondial de l'eau

61. Le Secrétariat du 8^e Forum mondial de l'eau (Brasilia (Brésil), mars 2018) a invité le PHI en tant que membre du Groupe de coordination thématique de l'un des neuf thèmes du Forum : « Partager : impliquer les parties prenantes à tous les niveaux pour partager les avantages de l'accès à l'eau ». Le Groupe de coordination thématique est coresponsable de l'organisation du processus thématique du Forum mondial de l'eau, sous l'autorité générale du Comité directeur international. Le PHI a pris la direction du Groupe de coordination thématique « Partager » et contribuera également au thème « Climat » ainsi qu'au sujet « Climatologie et gestion de l'eau : faire le lien entre les sciences et les processus de prise de décision et d'élaboration de politiques ». Le PHI participe en outre aux processus régionaux, notamment en Amérique latine et dans les Caraïbes et dans les États arabes.

61^e Conseil des gouverneurs du CME, Bakou (Azerbaïdjan), mars 2017

62. Lors de la réunion, les différents groupes de travail du CME impliquant le PHI ont été passés en revue, notamment « GIRE », « Villes » et « Jeunesse ». Le PHI a été désigné pour présider le débat de haut niveau sur la GIRE, coorganisé avec l'Institut international d'hydrologie de Stockholm (SIWI) et l'Association internationale des ressources en eau (AIRE), qui aura lieu à Cancún (Mexique) lors du XVI^e Congrès mondial de l'eau (mai-juin 2017). Le PHI cherchera à saisir l'occasion d'animer le thème de la GIRE lors du 8^e Forum mondial de l'eau ou d'organiser une session à ce sujet. Concernant le groupe de travail « Villes au cœur de la croissance », il a été convenu que le PHI assurerait la liaison avec l'Alliance des mégapoles pour l'eau et le climat et contribuerait jusqu'à trois études de cas dans le cadre de l'initiative lancée par cette dernière. Pour ce qui est de l'équipe de travail « Jeunesse » du CME, il a été décidé que Mme Nicole Webley, point focal du PHI pour les jeunes, sera davantage impliquée, renforçant ainsi la position de l'UNESCO sur la question.